

Emploi salarié

L'emploi salarié en Martinique progresse en 2016

En Martinique, les secteurs tertiaire marchand et industriel conjuguent tous deux des résultats positifs en termes d'accroissement annuel de l'emploi salarié. Le secteur de la construction participe au contraire d'un effet négatif qui réduit la hausse moyenne de l'exercice 2016 par rapport à 2015.

Guy Mystille, Insee

En Martinique, l'emploi salarié marchand augmente de 1,3 % en moyenne annuelle entre 2015 et 2016. Ce résultat reflète toutefois assez mal un exercice où les saisonnalités ont généré des pertes de postes dans plusieurs secteurs clés de l'économie. Les troisièmes trimestres marquent généralement une transition entre deux périodes actives et mieux porteuses en termes d'emploi. En 2016, ce troisième trimestre ne déroge pas à cette tendance. Le regain est alimenté par un quatrième trimestre plus dynamique, porté par les embauches au sein des sous-secteurs du tertiaire marchand et du secteur de l'industrie.

Le secteur tertiaire marchand, principal vecteur de la hausse

En 2016, le secteur tertiaire marchand progresse de 1,8 % par rapport à l'année 2015. Les secteurs concurrentiels ont évolué de façon différenciée les uns des autres. La progression est notable dans le commerce, plus gros pourvoyeur d'emploi salarié du département, hors fonction publique (1,3 %). Considéré dans ses déclinaisons, l'accroissement d'activité y

est manifeste : le commerce et réparation d'automobiles et de motocycles, le commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles et surtout le commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles ont multiplié les contrats.

Le secteur de l'hébergement et de la restauration est en net regain en 2016 : la hausse de 5,4 % sur une année est cependant davantage imputable au développement des activités de restauration que de celles de l'hôtellerie. Les autres activités de services bouclent une année 2016 avec une moyenne annuelle d'emplois occupés plus forte qu'en 2015 : l'augmentation de 4,2 % est corrélée aux activités du monde associatif, sous-secteur qui exprime des écarts parfois surprenants en termes d'effectifs inscrits.

L'industrie soutient aussi la hausse

La fabrication d'autres produits industriels utilise en moyenne trois milliers de personnes. Celles-ci constituent un stock relativement stable d'un trimestre à l'autre. Ce sous-secteur affiche un accroissement

de près de 3,0 % en 2016, par rapport à 2015. Plus versatile en termes d'emplois, l'industrie agroalimentaire mobilise un peu moins de trois milliers d'individus. Entre les deux exercices, ceux-ci sont en hausse plus modérée, portée par la saisonnalité liée au quatrième trimestre.

Une année en demi-teinte dans la construction

Le secteur de la construction a fortement décliné depuis l'année 2009. En dépit de sursauts imputables à la mise en place de gros chantiers, la baisse ne s'est jamais démentie. Les exercices les plus récents témoignent encore des difficultés de survie d'un secteur extrêmement dépendant de la demande publique et privée, et contraint de surcroît par l'insularité. L'exercice 2016 s'est caractérisé par un premier semestre en chute, suivi d'une modeste reprise qui n'a que limité les pertes. Par rapport à l'année 2015, la chute atteint 0,9 %.

1 Chiffres Clés

	Nombre de salariés (effectifs)	Évolution 2015/2016 (%)
Industrie	8 562	0,9
Construction	6 045	-0,9
Tertiaire marchand	50 132	1,8
Total (hors agriculture)	64 738	1,4
Agriculture	4 312	-1,0
Total	69 050	1,3

Source : Epure.

2 Secteurs concurrentiels : une fin d'exercice plus favorable en 2016

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs concurrentiels (en %) (Indice base 100 au deuxième trimestre 2009)

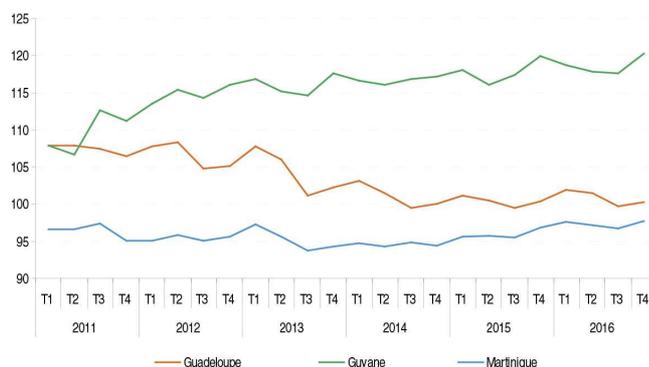
	Évolution T3 2016 / T4 2016 (en %)	Évolution T4 2015 / T4 2016 (en %)
Commerce	-0,2	-0,1
Autres activités de services	3,7	6,0
Transport et entreposage	3,8	3,0
Hébergement et restauration	7,1	4,4
Information et communication	3,5	-4,1
Activités financières et d'assurance	-0,8	3,3
Activités immobilières	-0,7	1,6
Activités Scientifiques et techniques - Services administratifs et de soutien	-1,3	-0,4
Ensemble tertiaire marchand	1,3	1,5

Note : l'évolution annuelle rapporte les effectifs au 31 décembre 2015 aux effectifs au 31 décembre 2016.

Source : Insee, Epure.

3 Des évolutions en dents de scie, image d'un tissu fragile

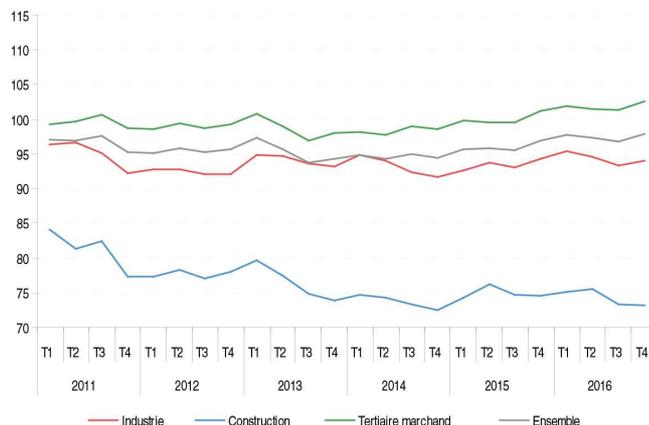
Évolution de l'emploi salarié marchand aux Antilles-Guyane (Indice base 100 au deuxième trimestre 2009)



Source : Insee, Epure.

4 Une année 2016 meilleure que 2015

Évolution de l'emploi salarié marchand en Martinique (Indice base 100 au deuxième trimestre 2009)



Source : Insee, Epure.

Méthodologie

Mesurer les évolutions de l'emploi salarié marchand

Les emplois salariés font l'objet de déclarations sous forme de Bordereaux de Recouvrement des Cotisations (BRC).

Ces Bordereaux sont adressés par les employeurs aux Unions de Recouvrement de Sécurité Sociale et des Allocations Familiales (Urssaf), puis transmis trimestriellement à l'Insee.

Ils concernent les salariés soumis au régime général de sécurité sociale, à l'exception :

- des apprentis dont les cotisations sont prises en charge par l'État ;
- des emplois domestiques ;
- des fonctionnaires de l'État.

Sur les données issues des BRC, une chaîne de traitement dite Epure (Extension du Projet Urssaf sur les Revenus et l'Emploi) est utilisée pour les départements français d'Amérique depuis 2006. Le champ est restreint aux activités les mieux représentées.

Sont exclus du champ Epure :

- les caisses de congés payés ;
- les établissements de vente à domicile ;
- les administrateurs d'immeubles à l'AFPA.

Finalement, le champ étudié « les établissements marchands de l'industrie, de la construction, du commerce et des services » représente 50 % des 300 000 emplois des DFA en fin septembre 2011 (hors emplois domestiques et personnel militaire dépendant du Ministère de la Défense).

Les données brutes ne sont pas désaisonnalisées. Les résultats sont ici présentés selon la nouvelle Nomenclature Agrégée (NA) 2008, regroupement de la nouvelle Nomenclature d'Activités Française (NAF) destiné à l'analyse économique.